SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1889.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le règle- ment définitif du Budget de l'exercice 1885.

(Voir les n^{os} 162, session de 1887-1888, et 49, session de 1888-1889, de la Chambre
des Représentants.)

Présents : MM. TERCELIN, Président; ALLARD, HARDENPONT, LIÉNART
et le Baron BETHUNE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le 25 avril 1888, l'honorable Ministre des Finances a présenté à la
Chambre des Représentants le compte définitif du Budget clos de l'exer-
cice 1885.

La Cour des Comptes l'a examiné et admis comme exact.

Reste encore à observer la prescription de l'article 115 de la Constitution qui
exige l'approbation de la Législature.

Le Projet de Loi soumis aux Chambres a été formulé dans le même cadre que
les Budgets de l'exercice 1885.

La compréhension de ce projet est facilitée par l'adjonction de tableaux con-
tenant tous les renseignements et développements exigés par la loi du
15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État.

L'article 1^{er} arrête les dépenses de l'exercice 1885 :

Pour les services ordinaires à fr.	313,915,850 95
Pour les services extraordinaires à	37,335,587 58
Soit ensemble à fr.	351,251,438 53
Sur ce chiffre reste encore à effectuer et à justifier des paiements s'élevant pour l'ordinaire à fr.	655,806 95
Pour l'extraordinaire à	4,597 01
Soit ensemble fr.	660,403 96

L'article 2 du Projet accorde un crédit complémentaire pour couvrir
les dépenses dépassant quelques allocations budgétaires ordinaires de
fr. 1,268,264-16.

L'article donne le détail des services publics qui y ont participé et la limite de
leur participation.

L'article 3 établit que des crédits pour services *ordinaires* de l'import de fr. 320,647,359-40, il faut retrancher : 1° fr. 7,299,518-48 disponibles et annulés; 2° fr. 700,254-15 non dépensés avant la clôture de l'exercice 1885, mais transférés à l'exercice de 1886 en vertu de la loi du 15 mai 1846 (art. 30) sur la comptabilité de l'État.

Les crédits pour les services *extraordinaires* s'élevant à fr. 75,575,137-82, doivent être réduits : 1° de fr. 0-01 annulé définitivement; 2° de fr. 38,259,550-23, non employés et transférés à l'exercice 1886.

L'article 4 formule la conclusion à tirer des dispositions des deux articles précédents, à savoir : que les crédits pour les ressources ordinaires sont définitivement fixés à fr. 313,915,850 95 et ceux pour les ressources extraordinaires à 37,335,587 58 sommes égales aux dépenses liquidées et ordonnancées.

Il ressort de l'article 5 qu'à la fin de l'exercice 1885 les ressources ordinaires devaient s'élever à 316,666,758 03 et les ressources extraordinaires à 21,167,739 35

Soit au total . . fr. 337,834,497 38

De cette somme, il restait encore à recouvrer, à la fin de cet exercice :

A l'ordinaire fr. 3,496,455 64

A l'extraordinaire 1,252,617 98

Soit au total fr. 4,749,073 62

A l'article 6 le résultat général du Budget est définitivement établi.

A l'ordinaire l'excédent de dépenses était de fr. 745,548 56

Il était à l'extraordinaire de. 17,420,466 21

Total du déficit. . . fr. 18,166,014 77

Ce déficit a été comblé avec l'excédent de recettes constaté

à la clôture de l'exercice 1884, soit fr. 18,530,710 91

laissant finalement un excédent de recettes de fr. 344,696 14

lequel doit être transporté au compte de l'exercice 1886.

Messieurs, c'est dans ces conditions que la Chambre des Représentants adopta, dans sa séance du 15 janvier dernier, le Projet de Loi réglant définitivement le Budget de l'exercice 1885, sans soulever la moindre observation.

Votre Commission des Finances, à l'unanimité de ses membres présents, a l'honneur de proposer au Sénat l'adoption du Projet de Loi.

Le Vice-Président-Rapporteur,
Baron P. BETHUNE.

Le Président,
TERCELIN-MONJOT.